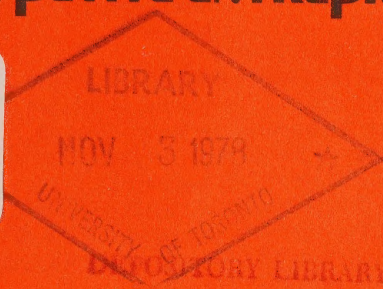


MONTER UNE PETITE ENTREPRISE

Government
Publications

CA20N
CC
- 74 S773
FRE



Ontario
Ministère de
la Consommation
et du
Commerce

CA26N
CC
-78 M56

Presque tout le monde rêve d'avoir, un jour, une entreprise à soi. Mais souvent, du point de vue financier, ces rêves deviennent de véritables cauchemars. Environ 70 pour cent de toutes les nouvelles entreprises échouent avant cinq ans.

Ce livret contient certaines directives sur l'exploitation d'une nouvelle entreprise en Ontario. Il met en garde le propriétaire éventuel d'une petite entreprise contre les problèmes majeurs qu'il est susceptible de rencontrer et suggère les moyens de les éviter. On ne peut, toutefois, tout prévoir, dans tous les cas.

Pour de plus amples renseignements, écrivez aux organisations qui se trouvent dans le répertoire à la fin de ce livret, ou adressez-vous à la bibliothèque municipale locale.

De nombreux collèges et organisations communautaires offrent des cours sur la manière de monter sa propre entreprise.

La planification

Les experts en affaires sont tous d'accord pour affirmer qu'une des raisons principales de l'échec de tant de petites entreprises est une planification inadéquate. Bien que la planification varie selon le genre d'entreprise, nous vous donnons dans cette brochure quelques conseils que vous devriez étudier sérieusement avant de lancer votre entreprise. Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements en vous adressant à la Division des petites entreprises (small business division) du ministère de l'Industrie et du Tourisme.

Déterminez l'âge, le sexe, l'échelon socio-économique et les habitudes d'achat de vos clients éventuels en faisant une étude méticuleuse du marché.

Évaluez la concurrence. Vos produits, ou services, sont-ils meilleurs, moins chers et plus pratiques?

Assurez-vous que le prix fixé couvrira vos frais, tout en demeurant compétitif.

Déterminez les moyens publicitaires les plus efficaces et les plus économiques.

Renseignez-vous sur les règlements de zonage, actuels et prévus pour l'avenir. Soyez sûr d'obtenir l'autorisation d'utiliser votre bâtiment, de tous les services gouvernementaux qui en réglementent l'utilisation, y compris les agents sanitaires et de zonage et le prévôt des incendies.

Adressez-vous à votre municipalité locale pour vous renseigner sur les permis, et, le cas échéant, comment les obtenir. Les permis de conduire et les plaques d'immatriculation de camions s'obtiennent du ministère des Transports et des Communications.

Cherchez un endroit facile d'accès, près d'une gare ou d'un aéroport par exemple. Assurez-vous que le personnel, les marchés que vous desservez et vos fournisseurs ne se trouvent pas dans des localités trop éloignées de vous.

Voyez si les services d'utilité publique comme l'électricité, l'eau et les égouts sont satisfaisants sans vous coûter trop cher.

Faites des listes de l'équipement et des appareils dont vous aurez besoin.

Déterminez le nombre d'employés, spécialisés et autres, dont vous aurez besoin. Le centre local d'emploi du Canada aide les employeurs et ceux qui cherchent du travail. Il publie également des renseignements sur l'offre et la demande de travail, dans les industries et autres domaines d'emploi et procure une aide financière et technique aux employeurs pour la formation et le perfectionnement de leurs employés.

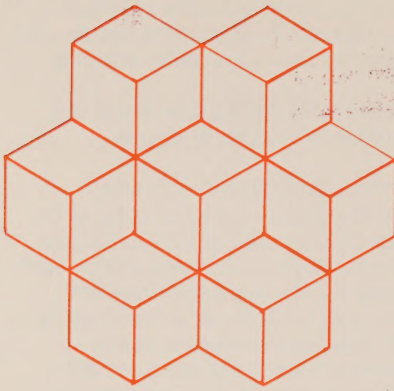
Si vous avez l'intention d'exporter ou d'importer des marchandises, renseignez-vous auprès de la chambre de commerce locale sur les certificats ou licences que vous devez, le cas échéant, vous procurer.

Ce que coûte le personnel

En plus du salaire que vous devez payer à vos employés, n'oubliez pas que vous devez aussi contribuer au Régime de pensions du Canada, et à l'assurance chômage. D'après certains sondages, ces avantages sociaux représentent une moyenne de 22 pour cent des salaires des employés.

Il se peut aussi que vous désiriez offrir des avantages supplémentaires et que vous décidiez de payer les primes d'assurance maladie ou d'un régime de soins dentaires.

Si dans votre entreprise vous employez au moins 15 personnes, le Régime d'assurance maladie de l'Ontario (OHIP) stipule que vous devez leur procurer l'assurance collective. Les entreprises qui ont un personnel de six à quatorze employés peuvent également obtenir l'assurance collective en s'adressant au représentant local du Régime d'assurance maladie de l'Ontario (OHIP).



Le financement

Il faut de l'argent pour monter une entreprise. D'abord, il faut disposer d'un certain capital pour les premières dépenses et ensuite pour couvrir les frais journaliers d'exploitation. Vous devez également prévoir un fonds de roulement pour profiter des occasions d'acheter des marchandises à rabais, ou pour faire face à des périodes creuses temporaires.

Avant de vous adresser à qui que ce soit pour obtenir de l'aide financière, ouvrez un compte en banque au nom de votre entreprise.

Dans la plupart des cas, les contributions au RPC qui procure à toute la population active une pension de retraite de base, sont obligatoires. Les employeurs sont tenus de déduire les cotisations des employés, à savoir un certain pourcentage de leur salaire, d'y ajouter une somme égale, et d'envoyer le total à Revenu Canada avec les retenues de l'impôt sur le revenu.

Tous les employés doivent être assurés par la Commission de l'assurance chômage. Employeurs, employés et le gouvernement fédéral contribuent à ce fonds.

Le fonds sert à payer aux chômeurs une compensation pour la perte de leur revenu. Les employeurs ont la responsabilité de tenir à jour tous les dossiers concernant les conditions d'emploi. C'est en effet à partir des renseignements qu'ils contiennent que les prestations d'assurance chômage sont déterminées. Pour de plus amples renseignements, vous devez vous adresser au bureau local d'emploi du Canada.

Si vous êtes décidé à vous lancer dans une industrie assujettie à la loi sur les accidents du travail (The Workmen's Compensation Act), et la plupart des industries le sont, vous devez payer à la Commission des accidents du travail (Workmen's Compensation Board) des cotisations évaluées annuellement et lui faire parvenir, le plus tôt possible, un rapport sur toute blessure résultant d'un accident ou toute maladie industrielle dont souffre un membre de votre personnel.

Lorsque vous déterminez le montant des frais initiaux, il ne faut pas oublier d'inclure le coût du terrain, du bâtiment, des appareils et de l'équipement, des machines, des fournitures, des véhicules et des marchandises. Les salaires, le loyer, les impôts, la publicité et l'acquisition d'un stock font partie des frais d'exploitation journaliers.

Comme il est essentiel que vous connaissiez le montant total des frais initiaux pour déterminer combien d'argent il vous faut, vous devez préparer des prévisions sur les rentrées et les sorties de fonds des douze premiers mois. Pour obtenir des renseignements sur la manière d'établir les prévisions de "cash flow", vous pouvez vous adresser à la Division des petites entreprises du ministère de l'Industrie et du Tourisme. Le directeur d'une banque, un comptable ou un teneur de livres peuvent également vous donner des conseils utiles à ce sujet.

Après avoir déterminé le montant d'argent dont vous aurez besoin, renseignez-vous pour savoir où vous pouvez vous le procurer. Vous pouvez obtenir des prêts de vos associés, des banques à charte, d'organismes gouvernementaux. Pour de plus amples renseignements sur les programmes d'aide financière du gouvernement fédéral adressez-vous à la Banque fédérale de développement, au ministère des Finances, au ministère de l'Expansion économique régionale, à la Société pour l'expansion des exportations et au Conseil

national de recherches du Canada. Quant à l'aide financière procurée par le gouvernement provincial, adressez-vous à la Société de développement de l'Ontario (Ontario Development Corporation). Dans certains cas, vos amis et votre famille peuvent vous aider à financer votre affaire. Certaines sources financières accordent des crédits; renseignez-vous auprès d'elles.

Vous pouvez vous servir de prêts à long terme pour les immobilisations comme les bâtiments et les machines. Ces biens peuvent servir de nantissement du prêt. Le remboursement des prêts à long terme se fait généralement par mensualités fixes.

Les prêts à courts termes servent à payer l'actif à court terme comme par exemple les stocks. Le remboursement dans ce cas se fait par paiements hebdomadaires ou mensuels dont les montants peuvent varier selon les besoins.

Le prêteur vous demandera de lui donner certains renseignements sur votre entreprise, vos prévisions de "cash flow" pour 12 mois, votre solvabilité, les profits et pertes prévus des deux premières années, une liste des biens formant votre actif et autres valeurs qui pourraient servir de nantissement du prêt, l'expérience que vous possédez en affaires et la valeur nette de vos biens personnels.

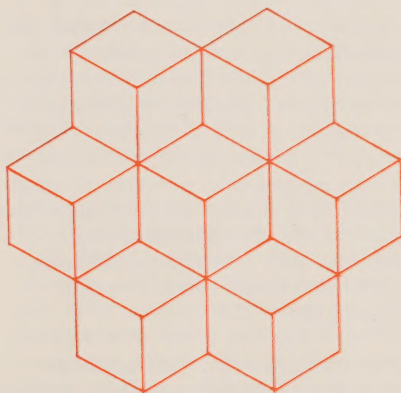
Le prêteur peut exiger que l'emprunteur dispose à tout moment d'un fonds de roulement déterminé, présente des états financiers, vende certains biens ou fasse d'autres changements.

Si vous songez à acheter une affaire déjà existante, demandez à voir un rapport sur l'entreprise comme ceux de Dunn et Bradstreet. Vous pouvez obtenir ces rapports par l'intermédiaire du directeur de votre banque; ils fournissent des détails sur la situation financière de la plupart des entreprises.

Quelques tuyaux des experts

Voici quelques suggestions d'hommes d'affaires expérimentés:

- réduisez vos frais autant que possible,
- apprenez à trouver de nouveaux débouchés,
- faites le nécessaire en ce qui concerne les avantages sociaux, comme par exemple l'assurance hospitalisation,
- tenez vos dossiers, à jour,
- faites le nécessaire pour que vos employés soient assurés contre la maladie, l'invalidité et prévoyez aussi un régime de pension pour eux,
- à moins que vous ne disposiez de beaucoup d'argent, ne dépensez pas un gros capital en immobilisations,
- analysez objectivement vos capacités,
- vérifiez votre bilan, ne vous contentez pas de voir seulement les profits.



Consultez les experts

Bien que la plupart de ceux qui montent une entreprise le fassent parce qu'ils veulent l'indépendance, peu d'entreprises surviendraient sans l'avis d'experts qui ne sont pas directement intéressés dans l'affaire.

Un comptable peut vous aider en vous expliquant les lois que vous devez respecter ainsi que les règlements concernant les impôts. Il peut vous aider à organiser votre affaire sur le plan financier. Les comptables font de la publicité dans les pages jaunes de l'annuaire du téléphone.

Des compagnies d'experts-conseils peuvent aussi vous guider sur une vaste gamme de sujets y compris le marketing.

Si vous allez importer des marchandises, vous aurez sans doute besoin des services d'un agent en douanes.

Un avocat peut vous aider à prendre certaines décisions en vous conseillant du point de vue du droit. Dans de nombreuses communautés l'association professionnelle d'avocats, la "Law Society of Upper Canada", a dressé des listes d'avocats à qui vous pouvez vous adresser; d'autres centres d'information peuvent aussi vous donner le nom d'un avocat qui s'est spécialisé dans un domaine particulier du droit comme par exemple le droit commercial.

Avant d'engager un expert, voyez-en plusieurs pour être en mesure de comparer leurs compétences. Demandez à des amis et à des organisations locales d'hommes d'affaires de vous donner les noms de comptables et d'avocats de bonne réputation qui ne demandent pas des honoraires exorbitants.

Les petites entreprises et la loi

Toute entreprise, petite ou grande, est tenue de respecter certaines lois et règlements conçus pour le bien du public en général et pour protéger le consommateur. Une planification soigneuse et de bons conseils juridiques peuvent éliminer de

nombreuses formalités bureaucratiques qui pourraient décourager une personne qui monte une petite entreprise.

Une des décisions que vous devrez prendre au départ concerne le genre de société que vous allez fonder. Serez-vous le seul propriétaire de l'entreprise, prendrez-vous un ou des associés, ou aurez-vous des actionnaires.

La propriété exclusive

C'est la manière la plus facile de monter une entreprise. Parce que les droits d'enregistrement ne sont que de \$10 et vous n'aurez sans doute pas besoin d'un avocat, c'est aussi le moyen le moins coûteux.

Toutefois, ceci signifie aussi que vous êtes seul responsable du succès ou de l'échec de l'entreprise. Si elle échoue, vous êtes aussi responsable de toutes les dettes ce qui pourrait entraîner la perte de votre maison et tous vos biens personnels.

Les profits sont également considérés comme un revenu personnel. Vous paierez l'impôt qui s'applique à ce titre et vous ne pourrez pas bénéficier de certains avantages fiscaux consentis aux corporations.

Vous ne pouvez pas offrir à vos employés un régime de participation aux bénéfices ni un régime de pension, deux options dont bénéficient les corporations.

Si vous voulez monter l'affaire en propriété exclusive sous un nom autre que le vôtre, vous devez enregistrer la raison sociale de votre entreprise dans les 60 jours qui en suivent l'établissement auprès du bureau d'enregistrement des sociétés de la Direction des services aux compagnies (companies services branch) du ministère de la Consommation et du Commerce.

En d'autres mots si vous vous appelez Marie Sauvé et que votre entreprise s'appelle Marie Sauvé, vous n'avez pas besoin de l'enregistrer. Mais si vous voulez que votre entreprise s'appelle "Magasin des modes Marie Sauvé" vous devez alors enregistrer l'entreprise.

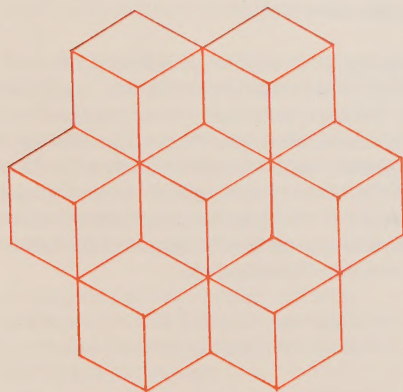
La société en nom collectif

Si vous avez décidé de constituer une société en nom collectif c'est un peu plus compliqué. Vous et votre (vos) associé(s) devez décider du montant de capital que chacun doit investir et comment les profits et les responsabilités administratives seront partagés. Il vaut mieux laisser un avocat dresser le contrat indiquant avec précision les droits et obligations de chaque associé. Les droits d'enregistrement sont les mêmes que pour une entreprise en propriété exclusive. Vos devez remplir une formule d'enregistrement qui doit être déposée au bureau d'enregistrement des sociétés dans les 60 jours de la constitution de la société.

Le désavantage principal de ce genre de société est que vous êtes responsable des dettes contractées par votre (vos) associé(s) au nom de l'entreprise ainsi que des vôtres.

Les profits sont également considérés comme un revenu personnel et vous paierez l'impôt qui s'applique à ce titre. Vous ne pouvez pas offrir de régime de participation aux bénéfices ni de régime de pension.

La société en nom collectif est automatiquement dissoute au décès d'un des associés.



L'incorporation en vertu d'une loi provinciale

Il y a deux catégories de corporations: celles qui offrent des valeurs mobilières au public et celles qui n'en offrent pas. Celles qui offrent des valeurs mobilières doivent obligatoirement divulguer au public certains renseignements sur leur financement et leurs profits en produisant des rapports à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (Ontario Securities Commission).

Les corporations de l'Ontario qui n'offrent pas de valeurs mobilières au public peuvent n'avoir qu'un seul administrateur. Celles qui offrent des valeurs mobilières au public doivent en avoir au moins trois. Un seul des administrateurs doit être un cadre ou un employé de la corporation ou d'une société affiliée. La majorité des administrateurs des corporations de l'Ontario doivent être résidents canadiens.

Pour constituer une corporation, l'acte constitutif doit être produit à la Direction des services aux compagnies du ministère de la Consommation et du Commerce. Les droits d'enregistrement minimums sont de \$125. Les honoraires des avocats se montent généralement à environ \$500.

Les corporations constituées en application d'une loi ontarienne, qui traitent d'affaires ou possèdent des propriétés dans une autre province doivent obtenir une licence de ladite province ou y être enregistrées. Généralement, il suffit de soumettre une demande au bureau approprié de la province en cause et de payer les droits prescrits pour l'enregistrement ou pour la licence. Un accord de réciprocité entre l'Ontario et le Québec dispense les sociétés de cette formalité.

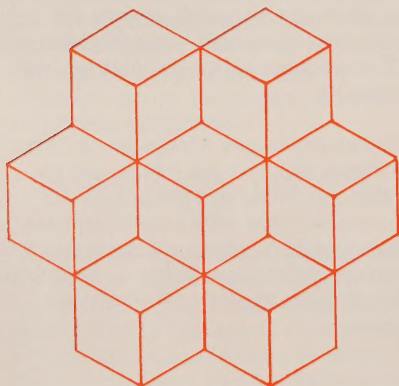
Un des avantages principaux de l'incorporation est que vous n'êtes responsable des dettes que jusqu'à concurrence du montant que vous avez investi dans la corporation, bien que dans certains cas vous puissiez aussi être tenu responsable des salaires impayés si l'entreprise échoue.

Les corporations bénéficient d'un choix plus étendu d'options fiscales et certaines déductions leur sont autorisées. Vous pouvez offrir à vos employés un régime de participation aux bénéfices et un régime de pension qui procurent certains avantages du point de vue fiscal. Les avocats, comptables et agents d'assurance peuvent vous donner des renseignements précis sur ces avantages.

Parce qu'une corporation est considérée comme une entité juridique distincte, elle continue d'exister même après votre décès.

L'incorporation en vertu de la loi fédérale

Les corporations constituées en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes peuvent exploiter leur entreprise dans toutes les provinces sans avoir à se procurer de licences supplémentaires. Ces corporations sont assujetties aux lois provinciales régissant le paiement des impôts et la détention de propriété foncière. Pour pouvoir exploiter une entreprise en Ontario, la corporation — qu'elle soit constituée en vertu de la loi fédérale ou constituée dans une autre province ou un autre pays — doit produire des avis en vertu de la loi sur la divulgation des renseignements sur les corporations (The Corporations Information Act) auprès de la Direction des services aux compagnies du ministère de la Consommation et du Commerce. Pour détenir des propriétés foncières, ces sociétés doivent obtenir une licence.



Le franchisage

Acheter une concession c'est acquérir le droit d'exploiter une entreprise d'après un système qui est déjà établi. Le concessionnaire vend le produit ou rend des services, en utilisant la marque de commerce de la compagnie qui lui a accordé la concession. Le concédant garde un certain contrôle pour assurer l'uniformité des services de tous ses concessionnaires.

Avant d'acheter une concession, essayez d'obtenir le plus de renseignements possible sur la compagnie, ses produits et le contrat de concession.

Si la concession est une exploitation en propriété exclusive ou si le concessionnaire est membre d'une société, le nom de la concession doit être enregistré auprès du bureau d'enregistrement des sociétés (partnerships registry office).

Si le propriétaire de la concession est une société constituée en corporation et exploite son entreprise sous un nom autre que celui de la corporation, il doit enregistrer le nom au bureau d'enregistrement des sociétés. Par exemple si votre compagnie est constituée en une société dont la raison sociale est "Entreprises Jean Tremblay Limitée" et que par l'entremise de cette compagnie vous acquérez une concession de la compagnie "Les régals sans pareils" vous devez faire enregistrer le nom "Les régals sans pareils".

Vous pouvez obtenir des brochures d'information sur les concessions auprès du Centre d'information aux consommateurs (Consumer Information Centre) du ministère de la Consommation et du Commerce. Vous pouvez aussi obtenir de plus amples renseignements de l'Association canadienne de franchiseurs (Association of Canadian Franchisors).

La législation du travail

Bien que la législation du travail relève généralement du gouvernement provincial, les employés des industries dans la juridiction du gouvernement fédéral, telles que les transports et les pipelines, sont assujettis au Code du travail du Canada.

La loi sur les normes d'emploi (The Employment Standards Act), dont l'application est assurée par le ministère du Travail, porte sur les heures de travail, les salaires, la durée des congés et autres sujets semblables.

D'après cette loi, aucun employé ne doit travailler plus de 48 heures par semaine sans une autorisation de la Direction des normes d'emploi.

Les employés qui travaillent plus de 44 heures par semaine, ou un des sept jours fériés statutaires, doivent être payés au tarif de une fois et demie leur tarif ordinaire.

Après 12 mois d'emploi, l'employeur doit donner deux semaines de congés avec paie.

Les femmes qui font pratiquement le même travail que les hommes doivent recevoir le même salaire que les hommes.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au ministère du Travail, Direction des normes d'emploi.

La liberté d'association est garantie par la législation, et les employeurs sont tenus de négocier avec les syndicats représentant la majorité des employés. Les salaires, les heures de travail, les avantages sociaux, les vacances et autres aspects des conditions de travail sont généralement établis par négociations collectives.

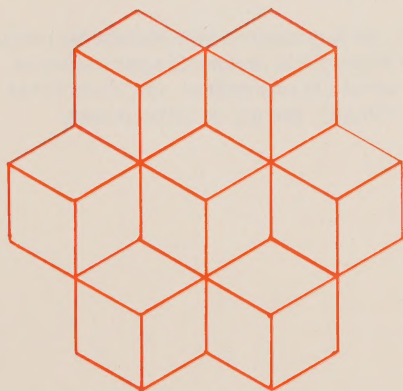
Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à la Division des relations industrielles (industrial relations division) du ministère du Travail.

La discrimination pour des raisons de race, de croyance, de sexe, de nationalité et d'âge (40 à 65 ans) est interdite par le Code des droits de l'homme de l'Ontario.

Les employeurs sont tenus de respecter les lois touchant les lieux de travail dont l'application est la responsabilité de la Division de la santé et de la sécurité au travail (occupational health and safety division). Les employeurs doivent aussi s'assurer de la santé et de la sécurité au travail de leurs employés.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à la Division de la santé et de la sécurité au travail du ministère du Travail.

La loi sur les accidents du travail prévoit la protection financière des travailleurs blessés dans un accident sur le lieu du travail ou qui souffrent d'une maladie industrielle. Entre autres la loi prévoit des indemnités (75% de la perte de salaire, exempts d'impôt), le paiement des soins médicaux, les services de réadaptation et le versement de pensions. La loi protège aussi l'employeur car elle est, en fait, une assurance, lui épargnant des poursuites en justice pour dommages et intérêts et limitant les coûts d'un accident. En tant qu'employeur, vous paierez des cotisations calculées en fonction des salaires assujettis au paiement des cotisations et du coût des accidents dans votre industrie. Neuf associations de sécurité au travail aident les employeurs à protéger leurs employés et à réduire le coût des accidents. Lorsque vous montez une entreprise, renseignez-vous auprès de la Direction du revenu (revenue branch) de la Commission des accidents du travail.



Les impôts

L'impôt fédéral sur les corporations

Toutes les corporations sont assujetties à l'impôt fédéral dont le montant est calculé sur les revenus de la compagnie moins les déductions permises pour certaines dépenses comme l'achat d'équipement. Les paiements mensuels sont déterminés d'après un barème établi par Revenu Canada. Pour de plus amples renseignements, écrivez au bureau de district d'impôt le plus proche de votre localité. Vous pouvez vous procurer auprès de ces bureaux des pochettes de documentation et une brochure intitulée: "L'impôt sur le revenu et la petite entreprise".

L'impôt provincial sur les corporations

Le gouvernement de l'Ontario lève un impôt sur le revenu calculé de la même manière que l'impôt fédéral. En plus, un impôt annuel sur le capital est prélevé sur le capital versé d'une corporation. Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements de la Direction de l'impôt des sociétés, du ministère du Revenu.

L'impôt sur le revenu d'un particulier

Tous les résidents canadiens doivent payer l'impôt sur le revenu provenant de toutes les sources à l'intérieur et à l'extérieur du Canada. Quiconque demeure dans le pays au moins 183 jours est considéré comme résident pour l'année en question.

Les profits d'entreprises en propriété exclusive et des sociétés sont également assujettis à l'impôt sur le revenu d'un particulier.

C'est le gouvernement fédéral qui perçoit l'impôt sur le revenu des particuliers et remet à la province sa part; dans le cas de l'Ontario, elle est de 30 pour cent.

La taxe de vente fédérale

Le gouvernement fédéral ajoute cette taxe au prix de vente de presque tous les produits manufacturés au Canada et à la valeur après acquittement des droits de douane de la plupart des produits importés.

Les producteurs de marchandises assujetties à la taxe de vente fédérale doivent obtenir une licence de taxe de vente. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à la Direction de l'accise, Revenu Canada, ou à votre bureau de district de l'accise.

La taxe d'accise fédérale

La taxe d'accise est ajoutée au prix de vente d'un manufacturier ou à la valeur après acquittement des droits de douane des articles de luxe comme par exemple les bijoux. Vous pouvez obtenir tous les renseignements auprès de Revenu Canada ou du bureau de district de l'accise.

La taxe de vente de l'Ontario

Cet impôt direct est ajouté au prix de vente au détail de la plupart des marchandises vendues dans la province. Les détaillants doivent obtenir des licences et tenir à jour des dossiers relatifs à leurs ventes. Les articles comme les carburants et l'outillage agricole sont exemptés.

Pour de plus amples renseignements sur les licences de détaillant ou les articles exemptés de la taxe de vente, adressez-vous au bureau local de la Direction de la taxe de vente au détail (retail sales tax branch).

Les impôts municipaux

Les municipalités lèvent l'impôt foncier sur les terrains et sur les bâtiments utilisés à des fins industrielles.

Les normes de qualité

Tous les produits de votre entreprise, destinés à être vendus au Canada, doivent être conformes à certaines normes de qualité et de sécurité pour protéger le consommateur contre les défauts d'exécution et une publicité trompeuse.

L'Association canadienne de normalisation

L'ACNOR établit les normes de qualité d'une gamme étendue de produits des séchoirs à cheveux aux maisons mobiles. La plupart des appareils électriques doivent être conformes aux normes de l'ACNOR. Renseignez-vous auprès des laboratoires d'essai de l'Association, 178 boulevard Rexdale, Rexdale (Ontario) M9W 1R2.

Underwriters Laboratories of Canada

Cette organisation établit les normes des appareils de protection contre les incendies, du matériel de construction et des produits connexes. Renseignez-vous auprès des "Underwriters Laboratories of Canada, 7, rue Crouse, Toronto (Ontario) M1R 3A9.

Le ministère de la Consommation et des Corporations

La Direction générale des normes de ce ministère du gouvernement fédéral est responsable de la vérification et de l'approbation des instruments et appareils de poids et mesures.

L'étiquetage et la publicité des produits alimentaires sont également contrôlés par cette Direction.

Le ministère de la Santé et du Bien-être social

La Direction générale de la protection de la santé a la responsabilité des divers aspects de la vente, fabrication et importation de produits alimentaires, médicaments, produits de beauté et des appareils et instruments médicaux. Elle s'occupe, en particulier, du contrôle des installations des usines, des ingrédients, des formules et de l'emballage. Pour de plus amples renseignements adressez-vous à la Direction de la protection de la santé ou au bureau de district le plus proche de chez vous.

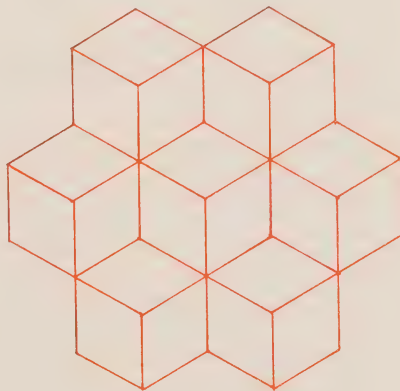
Les marques de commerce, nom de commerce et brevets

Une marque de commerce est un mot, un symbole ou un dessin qui sert à distinguer les produits ou services d'une entreprise de ceux d'autres entreprises.

Le nom de commerce, par ailleurs, identifie l'entreprise, pas les produits ou services.

Les brevets donnent à l'inventeur le droit d'empêcher d'autres de fabriquer, utiliser ou vendre ses inventions pendant 17 ans.

Pour avoir plus amples renseignements, écrivez au Bureau de la propriété intellectuelle du ministère de la Consommation et des Corporations du Canada ou téléphonez au numéro (819) 997-1420 pour tout ce qui a trait aux marques de commerce, 997-1142 pour les noms de commerce, ou 997-1936 pour les brevets.



L'annuaire des petites entreprises

Vous trouverez dans votre annuaire de téléphone les adresses des bureaux locaux et de district. Toutes les adresses des services des divers paliers gouvernementaux sont indiquées sous la rubrique "gouvernement". Les sous-titres indiquent s'il s'agit du gouvernement fédéral, provincial ou municipal.

Planification

1. Ministère des Transports et des Communications (provincial)
Edifice Ferguson
Toronto, M7A 1Z8
ou le bureau local
2. Le bureau local d'Emploi Canada (fédéral)
3. Régime d'assurance maladie de l'Ontario (OHIP) (provincial)
7, boul. Overlea
Toronto, M4H 1A8
ou le bureau local
4. Ministère de l'Industrie et du Tourisme (provincial)
Division des petites entreprises (small business division)
Edifice Hearst
900, rue Bay
Toronto, M7A 1T7
5. Chambre de commerce locale
6. Revenu Canada (fédéral)
Direction des services d'information
875, chemin Heron
Ottawa, K1A 0L8
ou le bureau de district d'impôt
7. Commission des accidents du travail (provincial)
Workmen's Compensation Board
2-est, rue Bloor
Toronto, M4W 3C4

Financement

1. Banque fédérale de développement
204-ouest, rue Richmond
Toronto, M5V 1V6
2. Société de développement de l'Ontario (Ontario Development Corporation)
900, rue Bay
Edifice Mowat
Toronto, M7A 2E7
3. Ministère des Finances
Ottawa, K1A 0G5
4. Ministère de l'expansion économique régionale
1300, rue Yonge, 5^e étage
Toronto, M4T 1X3
5. Société pour l'expansion des exportations
Suite 2011
145-ouest, rue King
Toronto, M5H 1J8
6. Conseil national de recherches du Canada
Ottawa, K1A 0R6
7. Ministère de l'Industrie et du Commerce (fédéral)
240, rue Sparks
Ottawa, K1A 0H5

Listes d'avocats

Osgoode Hall
Toronto (Ontario)

Les petites entreprises et la Loi

1. Ministère de la Consommation et du Commerce (provincial)
Bureau d'enregistrement des sociétés (partnerships registry office)
Direction des services aux compagnies (companies services branch)
555, rue Yonge
Toronto, M7A 2H6
2. Ministère de la Consommation et du Commerce (provincial)
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (Ontario securities commission)
10-est, rue Wellesley
Toronto, M4Y 1G3
3. Ministère de la Consommation et du Commerce (provincial)
Centre d'information aux consommateurs (consumer information centre)
555, rue Yonge
Toronto, M7A 2H6

4. Association canadienne de franchiseurs (Association of Canadian Franchisors)
Suite 101
562-est, av. Eglinton
Toronto, M4P 1B9
5. Ministère du Travail (provincial)
Direction des normes d'emploi (employment standards branch)
400, av. University
Toronto, M7A 1T7
6. Ministère du Travail (provincial)
Division des relations industrielles (Industrial Relations Division)
voir l'adresse ci-dessus
7. Ministère du Travail (provincial)
Division de la santé et de la sécurité au travail (occupational health and safety division)
voir l'adresse ci-dessus
8. Commission des accidents du travail (Workmen's Compensation Board) (provincial)
Direction du revenu
2-est, rue Bloor
Toronto, M4W 3C4

Impôts

1. Bureaux de district d'impôt (fédéral)

Ottawa	Edifice Century 360, rue Lisgar 996-8340
Kingston	385-387, rue Princess 542-2831
Belleville	Nouvel édifice fédéral 11, rue Station 962-8611
Toronto	Edifice Mackenzie 36-est, rue Adelaide 869-1500
Hamilton	Edifice du Revenu national 150-ouest, rue Main 522-8671
Kitchener	Edifice du Revenu national 166, rue Frederick 579-6060
St. Catharines	Edifice fédéral 32-46, rue Church 688-4000
London	451, rue Talbot 679-4211
Windsor	100, av. Ouellette 252-3611

- | | |
|-------------|---|
| Sudbury | Edifice fédéral
19-sud, rue Lisgar
675-9131 |
| Thunder Bay | Edifice du Revenu
201, rue North May
623-2751 |
2. Ministère du Revenu (provincial)
Direction de l'impôt des sociétés (corporate tax branch)
Queen's Park
Toronto, M7A 1Y1
 3. Revenu Canada (fédéral)
Bureau de l'application des taxes d'accise
Billing Bridge Plaza
Ottawa, K1A 0L5
 4. Bureaux de district de la taxe de vente au détail (provincial)

Belleville	208-est, rue Dundas 962-9108
Hamilton	361-ouest, rue King 528-8393
Kitchener	449-ouest, av. Belmont 744-6318
London	310, chemin Wellington 433-4033
North Bay	1500, rue Fisher Northgate Plaza 474-4900
Orillia	19-nord, rue Front 326-3519
Ottawa	1419, av. Carling 728-5887
Sudbury	1536, boul. La Salle 674-3151
Thunder Bay	435-sud, rue James 475-1681
Toronto	2300, rue Yonge 487-7161
Welland	76, rue Division 732-1318
Windsor	250, av. Windsor 252-4405
St. Catharines et Niagara Falls	(voir l'adresse à Welland 688-1360)

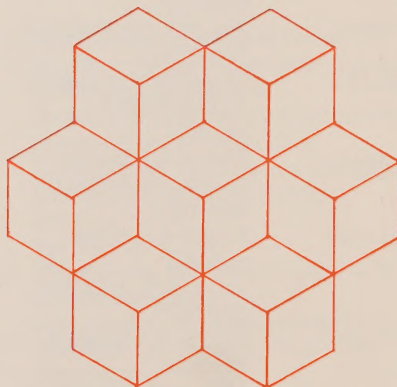
Normes de qualité

1. Association canadienne de normalisation (Canadian Standards Association)
Laboratoires d'essai (testing laboratories)
187, boul. Rexdale
Rexdale, M9W 1R2
2. Underwriters Laboratories of Canada
7, rue Crouse
Toronto, M1R 3A9
3. Ministère de la Consommation et des Corporations (fédéral)
Place du Portage
1, rue Victoria
Hull (Québec)
K1A 0C9
ou aux bureaux régionaux:
706 Global House
480, av. University
Toronto, M5G 1V2
781, rue Richmond
London, N6A 3H4
4. Ministère de la Santé et du Bien-être social (fédéral)
Direction de la protection de la santé
Tunney's Pasture
Ottawa, K1A 0L2

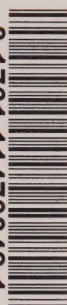
Autres organisations

1. Association canadienne de franchiseurs
Association of Canadian Franchisors
Suite 101, 562-est, av. Eglinton
Toronto, M4P 1B9
2. Chambre de commerce de l'agglomération torontoise
Board of Trade of Metro Toronto
3 First Canadian Place
Toronto, M5X 1C1
3. The Advertising and Sales Club of Toronto
19-ouest, rue Richmond, suite 301B
Toronto, M5H 1Y9
ou la section locale
4. Association canadienne de gestion des achats
Purchasing Management Association of Canada
80-ouest, rue Richmond, suite 1103
Toronto, M5H 2A4
5. Retail Council of Canada
74, rue Victoria, suite 525
Toronto, M5H 2A5

6. Retail Merchants Association of Canada (Ontario) Inc.
1780, chemin Birchmount
Scarborough, M1P 2H8
7. Association des manufacturiers canadiens
Canadian Manufacturers' Association
1, rue Yonge, 14^e étage
Toronto, M5E 1J9
8. Association canadienne des restaurateurs
Canadian Restaurant Association
170-ouest, rue Bloor, suite 302
Toronto, M5S 1T9
9. Association des importateurs canadiens, inc.
Canadian Importers Association Inc.
2180, rue Yonge, suite 602
Toronto, M4S 2B9
10. Association canadienne d'exportation
Canadian Export Association
Commerce House, suite 1020
1080 Beaver Hall Hill
Montréal (Québec)
11. Ministère de l'Environnement (provincial)
Direction des services d'information
(Information Services Branch)
135-ouest, av. St. Clair
Toronto, M4V 1P4



3 1761 11470348 1



Ontario

Ministère de la Consommation et du Commerce
Larry Grossman, Ministre

ISBN 0-7743-2819-3
8/78 10M